



Cisjordanie occupée : 688 Palestiniens déplacés de force depuis début janvier

Description

Par l'Agence Média Palestine, le 3 février 2026



Nettoyage ethnique : la communauté bédouine de Ras Ein al Â?Auja nâ??existe plus

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) [met en garde contre lâ??augmentation des dÃ©placements forcÃ©s](#) de familles palestiniennes par les politiques et

pratiques d'occupation israéliennes.

Le 26 janvier, suite à des attaques et des menaces répétées de la part de colons israéliens, les 100 derniers habitants de la communauté bédouine de Ras Ein al Auja, près de Jéricho, ont été contraints de quitter la région, portant à environ 600 le nombre de personnes déplacées de cette communauté ce mois-ci, annonce le bureau onusien qui fait savoir que la communauté est « désormais complètement vide ».

Selon le rapport de OCHA, les colons avaient endommagé ou bloqué l'accès des cultivateurs aux puits autour de la communauté et les empêchaient d'utiliser la source voisine, compromettant gravement leurs moyens de subsistance. À cela s'ajoutent les vols de bétail et les agressions fréquentes entraînant des blessures et des dégâts matériels.

688 Palestiniens déplacés de force

Depuis début janvier, OCHA a recensé le déplacement forcé de 688 Palestiniens originaires de huit localités suite à des attaques de colons, un chiffre qui représente plus de 40 % du nombre de personnes déplacées dans cette catégorie pour l'ensemble de l'année 2025. Ce chiffre s'ajoute aux 130 Palestiniens déplacés ce mois-ci en raison de démolitions. Depuis le 27 janvier, selon la même source, les forces israéliennes auraient procédé à la démolition de dizaines d'infrastructures appartenant à des Palestiniens dans le quartier de Kafr Aqab, à Jérusalem-Est. OCHA rappelle que l'année 2025 a enregistré le plus grand nombre de démolitions à Jérusalem-Est depuis près de vingt ans. Tout indique que cette tendance va se poursuivre, déplore le bureau de l'ONU.

Cisjordanie : raids, siéges et arrestations massives après l'exécution d'un Palestinien

Les attaques contre les Palestiniens et leurs propriétés en Cisjordanie occupée ont atteint des niveaux sans précédent, annonce l'ONU. Les forces israéliennes ont mené le 29 janvier une série de raids dans plusieurs villes, interpellant des dizaines de personnes. La veille, un jeune palestinien, Qusay Halaika, a été abattu au checkpoint d'Al-Anfaq entre Jérusalem et Bethléem. Les autorités israéliennes affirment que Halaika a tenté d'après avoir tenté une attaque au couteau. Une version contestée après la diffusion d'une vidéo sur X montrant l'homme se battre puis s'enfuir avant d'être abattu par plusieurs balles. Selon des témoins palestiniens, il a été laissé pour mort au sol après la fusillade, rapporte [Al Jazeera](#).

Les raids israéliens qui ont suivi ont été particulièrement violents. Deux des frères de Qusay Halaika ont été arrêtés. À Hizma, près de Jérusalem, l'armée israélienne a imposé un siège de deux jours durant lequel plus de 100 Palestiniens ont été interrogés et au moins 13 ont été arrêtés, dont une femme enceinte et son mari. D'après l'agence Wafa, le gouvernorat de Tulkarem subit des opérations militaires depuis 368 jours consécutifs.

En parallèle, selon *Al Jazeera arabic*, des colons israéliens accompagnés de membres de la Knesset ont pris d'assaut le 29 janvier le tombeau de Joseph à Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie occupée, un site sacré chrétien pourtant sous surveillance militaire israélienne. Des incendies criminels attribués aux colons ont également touché trois villages palestiniens à

Masafer Yatta,

Jérusalem : Raid contre un centre culturel lors de la projection de Palestine 36

Le jeudi 22 janvier, les forces d'occupation israéliennes ont pris d'assaut le centre culturel Yabous à Jérusalem, interrompant de force la projection du film Palestine 36 d'Annemarie Jacir, nominé aux Oscars. Selon [le Mouvement des jeunes palestiniens](#), les autorités israéliennes ont interpellé le projectionniste du film, l'ont soumis à un interrogatoire et ont émis un ordre d'interdiction de projection du film à Jérusalem. Une information confirmée par la journaliste palestinienne [Lama Ghosheh](#). Selon le mouvement des jeunes palestiniens, ce n'est pas la première fois que le centre Yabous est la cible d'un tel raid. Il avait déjà subi une attaque de grande ampleur en 2020, de même que de nombreux autres lieux culturels. Ces attaques ne sont pas des incidents isolés, déplore le mouvement, « elles reflètent la logique même du sionisme qui implique l'effacement de l'identité palestinienne, son histoire et sa présence culturelle ».

Harcèlement de l'UNRWA : l'eau et l'électricité coupés dans les écoles et centres de santé

L'UNRWA a fait savoir, dans un message publié [sur les réseaux sociaux](#), que l'électricité et l'eau avaient été coupés dans des écoles et des centres de santé de Jérusalem-Est qui fournissent des services essentiels à des milliers de personnes en Cisjordanie occupée. « Ces actions interviennent dans un contexte marqué par les amendements apportés à la fin du mois dernier par le Parlement israélien aux lois anti-UNRWA, contraignant les fournisseurs d'énergie à suspendre leurs services à l'UNRWA », a dénoncé l'agence des Nations Unies. Et de rappeler : « En octobre dernier, la Cour internationale de justice (CIJ) a statué qu'Israël a l'obligation de garantir l'accès aux biens et services essentiels à la vie quotidienne, notamment l'alimentation, l'eau, les fournitures et services médicaux, et de faciliter le travail de l'UNRWA dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est où Israël n'exerce aucune souveraineté. Elle a également constaté que la législation israélienne entravait les opérations de l'UNRWA. »

date créée
2026/02/03